

# PARLEMENT EUROPÉEN

2004



2009

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

12.1.2006

PE 367.699v01-00

## AMENDEMENTS 1-14

**Projet de rapport**

**(PE 360.242v01-00)**

**Michael Cashman**

Recommandations à la Commission sur l'accès aux documents des institutions  
(2004/2125(INI))

Proposition de résolution

---

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 1

Considérant B, premier tiret

- il définit implicitement l'activité législative (article 12) de façon beaucoup trop générale, ce qui risque d'entraîner des confusions avec les actes à caractère administratif. De plus, le règlement ne prévoit pas que la législation doit être examinée et adoptée publiquement par le Conseil et le Parlement, ni que, outre les initiatives législatives, les amendements présentés par les États membres doivent eux aussi être directement accessibles. ***Le Parlement, le Conseil et la Commission devraient entamer des discussions sur les documents préparatoires et sur la publication des textes législatifs au Journal officiel ainsi que d'autres textes, afin de mettre en œuvre de manière constructive le Livre vert de la Commission sur la transparence en 2006;***

Or. en

Amendement déposé par Antonio Masip Hidalgo

Amendement 2

Considérant B, premier tiret

- il définit implicitement l'activité législative (article 12) de façon beaucoup trop

AM\595119FR.doc

PE 367.699v01-00

générale, ce qui risque d'entraîner des confusions avec les actes à caractère administratif. De plus, le règlement ne prévoit pas que la législation doit être examinée et adoptée publiquement par le Conseil et le Parlement, ni que, outre les initiatives législatives, les amendements présentés par les États membres doivent eux aussi être directement accessibles. D'ailleurs, tous les documents préparatoires doivent également être accessibles (qu'ils aient été ou non établis par les services juridiques des institutions), afin que les décisions soient prises en connaissance de cause, **à condition que la Cour de justice modifie la jurisprudence avec son futur arrêt dans l'affaire Turco**. Enfin, aucune précision n'est apportée concernant les exigences de la publication des textes législatifs au Journal Officiel ni sur l'organisation de celui-ci (concernant par exemple l'édition électronique du Journal)

Or. es

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 3

Considérant B, troisième tiret

- il faut absolument définir clairement comment classer, totalement ou en partie, des documents spécifiques comme "confidentiels" et établir des règles prévoyant l'obligation de revoir régulièrement ces classifications. De plus, il est contraire aux principes démocratiques sur lesquels repose l'Union que le Parlement européen ne dispose pas d'une base juridique claire pour l'accès aux informations classées de l'UE, en particulier lorsque cet accès est interdit - ou limité - aux parlements nationaux. ***Dans la même perspective, la réglementation devrait accorder au Parlement un meilleur accès à l'information classifiée. La nouvelle réglementation devrait être élaborée au sein d'un groupe de travail/comité interinstitutionnel;***

Or. en

Amendement déposé par Elly de Groen-Kouwenhoven

Amendement 4

Considérant C bis (nouveau)

***C bis. considérant que, à certains égards, un lien a été établi entre les problèmes d'application du règlement et une mise en œuvre inappropriée; considérant que la jurisprudence de la Cour de justice au sujet du règlement a également mis en lumière la nécessité de préciser et de clarifier certaines de ses dispositions, notamment les dispositions relatives aux documents produits par les États membres et par des tiers ainsi que les dérogations pour enquêtes, avis juridiques et espace de réflexion,***

Or. en

Amendement déposé par Elly de Groen-Kouwenhoven

Amendement 5

Considérant C ter (nouveau)

***C ter. considérant que les trois institutions concernées par l'adoption de la législation communautaire travaillent encore et toujours sur la base de dossiers d'information en partie différents; considérant que les documents du Parlement sont généralement publics tandis que le Conseil et la Commission détiennent souvent des documents et informations classifiés qui, dans des domaines tels que la politique d'immigration et d'asile et la détention et la protection des données, sont susceptibles d'être aussi utilisés par ces institutions comme base de décisions politiques dans des matières législatives ressortissant à l'article 251 TCE,***

Or. en

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 6

Paragraphe 1

1. demande à la Commission de lui présenter ***au cours de l'année 2006***, sur la base de l'article 255 du traité CE, une proposition législative sur "le droit d'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, et les principes généraux et limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice de ce droit d'accès", ***lesquels devraient être préparés dans le cadre de discussions interinstitutionnelles et suivre*** les recommandations détaillées en annexe;

Or. en

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 7

Paragraphe 2

2. constate que ces recommandations respectent le principe de subsidiarité, ***(suppression)*** les droits fondamentaux des citoyens, ***la jurisprudence de la CEDH, notamment à propos de l'article 8, et les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux;***

Or. en

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 8

Recommandation 4, deuxième tiret bis (nouveau)

- *entrer en vigueur le même jour que le nouveau traité/constitution en 2009 et respecter les décisions antérieures pour qu'une législation rétroactive ne soit pas introduite et pour que les contrats précédents ou accords présumés ne soient pas rompus;*

Or. en

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 9

Recommandation 2, point (a), premier alinéa bis (nouveau)

*Le nouveau comité/groupe interinstitutionnel sur l'accès du public devrait, dans le but de garantir un meilleur accès aux documents et le contrôle démocratique, discuter entre autres choses des réformes suivantes:*

- *accès aux documents préparatoires qui ont un lien avec une procédure identifiée de prise de décision afin de satisfaire à toutes les attentes pertinentes des citoyens en termes de transparence,*
- *accès aux débats du Parlement et du Conseil lorsqu'ils agissent en tant que législateurs,*
- *réglementation ou bonnes pratiques en matière d'accès du public dans l'optique de l'élaboration de la législation, de manière telle qu'elle soit compréhensible, de la publication sur support électronique, de la consolidation des textes de base et des principes régissant la publication de textes de ce type au Journal officiel ainsi que la réglementation sur le multilinguisme et les missions de l'Office des publications (OPOCE).*

Or. en

Amendement déposé par Antonio Masip Hidalgo

Amendement 10

Recommandation 2, point (a)

- (a) **la notion de "documents législatifs"**, actuellement définis à l'article 12, paragraphe 2, de ce règlement comme des documents "... établis ou reçus dans le cadre de procédures visant à l'adoption d'actes légalement contraignants au sein des États membres ou pour ceux-ci...", en ajoutant une référence au fait que la notion d'acte (législatif) devrait être

réservée au droit dérivé uniquement (avec une base juridique directe dans les traités), notamment pour les actes adoptés en codécision selon la procédure prévue à l'article 251 TCE.

Le règlement sera modifié de façon à ce que l'accès devienne obligatoire:

- à tous les documents préparatoires liés à une procédure de décision clairement établie; l'accès doit être accordé dès le moment où les documents sont officiellement présentés par chaque institution partie à la décision;
- aux débats au Parlement ou au Conseil lorsque ces institutions agissent en qualité de législateur, ainsi qu'aux documents examinés (sauf si ces documents sont classifiés, cf. Recommandation 3 ci-dessous);
- à l'identité de l'auteur de chaque initiative ou modification formelle;
- aux informations ou documents pertinents complémentaires en rapport avec les réunions des organes de travail des institutions, ainsi qu'aux contributions déposées par les secrétariats des institutions (services juridiques compris) lorsque ces documents n'ont pas un caractère purement administratif, *à condition que la Cour de justice modifie la jurisprudence avec son futur arrêt dans l'affaire Turco.*

Le règlement devrait également être la base juridique de l'adoption de dispositions législatives, de bonnes pratiques et d'accords interinstitutionnels garantissant une meilleure rédaction des textes législatifs et un accès plus aisé aux textes législatifs finalisés, comme par exemple les règles à appliquer

- pour la rédaction d'actes législatifs,
- pour la publication électronique de ces actes au Journal officiel, et
- pour la consolidation des textes de base avec les actes de modification.
- Le règlement devrait par conséquent déterminer le format du Journal Officiel, les règles à suivre en matière de multilinguisme et la mission de l'OPOCE (Office des Publications Officielles).

Or. es

Amendement déposé par Elly de Groen-Kouwenhoven

Amendement 11

Recommandation 2, point (a)

- (a) **la notion de "documents législatifs"**, actuellement définis à l'article 12, paragraphe 2, de ce règlement comme des documents "(...) établis ou reçus dans le

*cadre de procédures visant à l'adoption d'actes légalement contraignants au sein des États membres ou pour ceux-ci (...)", en ajoutant une référence au fait que la notion d'acte (législatif) devrait être réservée au droit dérivé uniquement (avec une base juridique directe dans les traités), (**suppression**)*

Or. en

Amendement déposé par Elly de Groen-Kouwenhoven

Amendement 12

Recommandation 2, point (b), premier alinéa

- (b) **la notion de "documents non législatifs", qui sont (**suppression**) des documents liés à des actes non contraignants. Dans ces cas, *l'accès aux documents devrait être la règle, à moins que la confidentialité ne soit justifiée par la protection d'intérêts justifiant une exception.***

Or. en

Amendement déposé par Elly de Groen-Kouwenhoven

Amendement 13

Recommandation 3, alinéa 1, introduction et premier tiret

Dans sa version actuelle, le règlement (CE) n° 1049/2001 ne définit pas clairement les *".... principes généraux et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé..."* pourraient retarder ou empêcher l'accès à des documents pertinents ou à une partie de ces documents (article 255 TCE). C'est pourquoi la Commission devrait modifier en premier lieu les articles 4 et 9 du règlement afin de préciser plus clairement sur quelle base et en raison de quels éléments objectifs des documents spécifiques peuvent être classés "confidentiels" ou "à diffusion limitée", de façon à protéger les intérêts essentiels de l'UE. ***Le règlement modifié devrait faire ressortir clairement que, indépendamment du domaine d'action de l'Union européenne, les motifs qui fondent des décisions politiques essentielles et l'adoption de la législation doivent être du domaine public. Besoin il y a aussi de clarifier la distinction entre l'impératif de confidentialité en ce qui concerne, par exemple, des opérations planifiées des services de sécurité qui sont en cours, d'une part, et les obligations de responsabilité et de contrôle a posteriori, d'autre part.*** Eu égard aux bonnes pratiques des États membres, le règlement (CE) n° 1049/2001 devrait aussi contenir des dispositions précises

– afin que des documents ne soient pas (**suppression**) classés "confidentiels" ***par routine pour la seule et simple raison qu'ils se rapportent à une question qui peut ou qui pourrait être importante du point de vue de la sécurité,*** et

Amendement déposé par Charlotte Cederschiöld

Amendement 14

Recommandation 3, alinéas - 1 bis et - 1 ter (nouveaux)

*La Commission devrait contribuer à faire ressortir clairement que les travaux politiques ne peuvent pas être exploités par des groupes d'intérêt à un stade précoce de la procédure législative. Par exemple, le député au Parlement européen qui prépare un rapport devrait avoir le droit de ne divulguer aucune source d'information, ce qui pourrait s'avérer malaisé si tous les documents préparés par le secrétariat sont rendus publics. Les règles de transparence doivent permettre aux secrétariats de commission de donner des avis sans que risque il y ait que divulguer ceux-ci conduise à une situation embarrassante. De pareilles règles doivent également permettre qu'avis juridiques d'experts il y ait sans que risque il y ait de voir la position des institutions de l'Union européenne minée dans des processus juridiques ultérieurs ou de mettre les groupes de pression ou les groupes d'intérêts en position d'exercer des pressions publiques. Le recours aux avis d'experts avant la publication des textes (avant le dépôt officiel) devrait faire partie d'une meilleure réglementation et, parallèlement à la protection des données personnelles, être considéré comme un élément essentiel d'une bonne gouvernance responsable.*

*Le règlement (CE) n° 45/2001 (protection des données) et le règlement (CE) n° 1049/2001 (accès du public) sont l'un et l'autre garantis par les institutions. Le groupe "article 29" sur la protection des données soulignait le 17 mai 2001 que les données personnelles contenues dans un document officiel ou détenues par une administration publique étaient et restaient personnelles et devaient être protégées en conséquence. La jurisprudence de la CEDH interprète de manière large la protection des données et, dans un document de référence de juillet 2005 sur l'accès du public et la protection des données, le CEPD insistait sur des éléments clés, tels que la protection contre la divulgation d'informations données ou reçues confidentiellement par l'intéressé.*